

TRAVAIL DÉCENT



QU'EST-CE QUE LE TRAVAIL DÉCENT ?

L'Organisation internationale du travail (OIT) base sa définition du [travail décent](#) sur les six critères suivants :

- 1 la libre volonté de travailler
 - > toute forme d'esclavage et de travail forcé est exclue
- 2 un salaire permettant de vivre dignement en répondant à ses besoins
 - > suffisant à nourrir la famille, à envoyer les enfants à l'école...
- 3 le respect des droits fondamentaux du travail
 - > le droit d'association, le droit de négocier des conventions collectives
- 4 la protection sociale
 - > la solidarité entre ceux qui travaillent et ceux qui ne sont pas en état de travailler en cas de chômage ou de maladie
- 5 le dialogue social
 - > l'existence d'espace(s) pour le dialogue et la concertation entre employeurs et travailleurs à l'occasion de divergences d'intérêts entre eux, permettant aux deux parties de s'exprimer et d'être écoutées
- 6 l'égalité sociale entre hommes et femmes
 - > à travail égal, salaire égal



LE TRAVAIL NON DÉCENT

Les revenus produits par le travail déterminent pour bon nombre de personnes leurs statuts sociaux et leurs perspectives d'avenir. Or, à cause des salaires de misère, la plupart des pauvres dans le monde entier ne parviennent pas à se sortir de la pauvreté aussi, malgré tout le mal qu'ils se donnent. Entretemps, les salaires des plus riches augmentent à un rythme rapide et leurs bonus s'accroissent. Voilà la recette qui dope l'**inégalité économique**.

40 % des travailleurs se débrouillent dans le **secteur informel**, qui ne connaît pas de salaire minimum et qui nie les droits du travail. Le secteur informel comprend toutes les activités économiques légales qui ne peuvent être représentées par des chiffres officiels et qui ne sont donc pas reprises dans le PNB ou dans les statistiques nationales.



Aujourd'hui, **la crise financière et économique** accuse toujours plus son impact sur les travailleurs du monde entier. Les licenciements et les réductions de salaire foisonnent. Les entreprises en crise essaient de minimiser les coûts... surtout au niveau de la main-d'œuvre. Elles profitent de la libéralisation du marché du travail pour mettre en concurrence les travailleurs de divers pays. Les entreprises mettent la pression sur les États pour qu'ils ne leur imposent pas des législations trop coûteuses.

Dwayne travaille dans un fast food à Chicago. Avec son salaire, il s'occupe de ses deux filles, ses frères et sœurs, sa mère et sa grand-mère. « Dans ma famille, je suis le seul soutien économique, mais avec un salaire de 8,25 \$ par heure, je ne m'en sors pas. Si vous voyez combien on se tue à la tâche, les travailleurs d'une chaîne de restauration rapide devraient gagner plus. »

Aux États-Unis, l'inégalité s'est aggravée au moment où la valeur réelle du [salaire minimal](#) baissait, tandis que le nombre de syndiqués reculait. Les revenus des 90 % des travailleurs qui gagnent le moins ont à peine augmenté tandis que les revenus du 1 % au sommet sont montés en flèche.

LE RÔLE DES SYNDICATS

Souvent, les syndicats ont mauvaise réputation. On leur reproche qu'ils fassent chanter les employeurs avec des menaces de grèves qui dérèglent la vie publique et qui paralysent les transports en commun, qui bloquent les autoroutes,... **À ces moments, ils ne peuvent pas compter sur beaucoup de compréhension.** Toutefois, nous avons la mémoire courte. En effet, les syndicats ont été créés pour défendre les **intérêts individuels et collectifs** des travailleurs (salaire, rémunération, temps de travail et de repos...). Depuis toujours, ils défendent les valeurs et les normes sociales en vigueur quant aux rapports entre **l'homme et son travail** (le droit au travail décent, la lutte contre le travail des enfants et l'esclavage...) Les syndicats constituent un **contrepoids** important face aux dirigeants au sommet et aux actionnaires qui préféreront accumuler les profits plutôt que de garantir de bonnes conditions de travail et de participer à la redistribution des richesses. Les syndicats jouent aussi un rôle crucial dans la protection des services publics.

Les premiers syndicats sont nés au début du 19^e siècle quand la révolution industrielle s'est déclenchée en Europe. Les travailleurs gagnaient des salaires extrêmement bas et vivaient dans des conditions misérables. En 1842 est né le tout premier [syndicat belge](#). L'ALCIT est une association de typographes à Bruxelles. Petit à

petit, le nombre des syndicats a augmenté. Il s'agissait souvent de mutuelles opérant **à la limite de la légalité**. En 1866, les syndicats ont été reconnus, tous les travailleurs pouvaient y adhérer. Toutefois, les grèves étaient toujours bel et bien punies. Les meneurs se retrouvaient sur les listes noires des employeurs. Lorsqu'on figurait sur une telle liste, retrouver du travail s'avérait très difficile. Aujourd'hui, le taux de syndicalisation en Belgique est avoisine les 54 % (pour les 15 à 64 ans), c'est l'un des taux des plus élevés du monde.

Beaucoup de pays en voie de développement n'ont pas d'histoire syndicale. À de nombreux endroits, on opprime violemment les travailleurs qui réclament leur droit d'association. Au niveau mondial, cela a contribué à une baisse du taux de syndicalisation.

En Corée du Sud, les travailleurs du secteur public sont confrontés à la suppression des syndicats, à des arrestations illégales et à des mesures rendant difficile de faire la grève.

Yeom Ho-seck, un travailleur Sud-Coréen, était employé auprès d'une entreprise qui répare les téléphones portables de la marque Samsung. Il avait créé un syndicat au sein de l'entreprise. A cause de cela, Yeom a progressivement reçu moins de travail et son salaire mensuel a diminué jusqu'à 400 dollars. Yeom Ho-seck s'est suicidé en 2014, après une période de problèmes financiers.

Le droit d'association est solidement ancré dans les traités de [l'Organisation internationale du travail](#) (OIT). Mais depuis 2012, le groupe des représentants des employeurs a réussi à obtenir que le droit de grève n'en fasse pas partie. En 2014, ce conflit a été relégué à l'organe administratif de l'OIT. En effet, la grève est souvent la dernière ressource des travailleurs pour parvenir à un accord équitable et négocié avec leurs employeurs. Révoquer le droit de grève porterait une atteinte très grave aux droits des travailleurs.

Au Bangladesh, dans l'industrie de l'habillement, où les femmes constituent 80 % des travailleurs, une sur douze est syndiquée. Après une enquête sur la catastrophe du Rana Plaza en 2013, catastrophe ayant entraîné plus de 1000 morts, il apparaît que les propriétaires de ces usines ont une influence énorme sur la gestion politique du pays. Ils empêchent délibérément l'introduction et l'imposition d'une législation du travail.



LE CHANGEMENT EST POSSIBLE



Mondialiser le travail décent est considéré comme l'une des meilleures manières de mettre un terme à la concurrence internationale de la main-d'œuvre d'une part et de l'autre, d'améliorer la protection et d'augmenter [les salaires](#).

Les gouvernements aussi bien que les entreprises et les institutions ont la [responsabilité](#) d'entreprendre des démarches pour garantir aux travailleurs des conditions de travail décentes, le droit d'association et le droit à un [salaire minimum vital](#).

Maria habite au Malawi et travaille dans une plantation de thé. Avec 1,25 \$ par jour, son salaire se situe en deçà du seuil de pauvreté extrême des ménages. Elle se débat jour après jour pour nourrir ses enfants, souffrants tous deux de dénutrition.

Pourtant, l'avenir s'annonce meilleur. En janvier 2014, le gouvernement du Malawi a augmenté le salaire minimal de 24 %. Une coalition menée par l'Ethical Tea Partnership et Oxfam est à la recherche de nouvelles méthodes pour assurer à long terme la durabilité du travail décent.

Le progrès technologique, l'enseignement et la mondialisation sont des facteurs importants dans la problématique des inégalités. L'explication principale se retrouve dans **des choix politiques conscients** : maintenir à un niveau bas les salaires minimaux, réduire les impôts pour les riches et réprimer les syndicats. Ces choix se basent sur une politique économique et une idéologie politique et non sur des forces économiques auxquelles l'on ne pourrait rien.

Certains pays sont à contrecourant de cette tendance à nier les salaires minimaux, les conditions et tendances de travail. Entre 1995 et 2011, le Brésil a augmenté le salaire minimal de près de 50 %; cette décision a impacté la diminution de la pauvreté et des inégalités. Depuis 2008, les autorités chinoises ont augmenté les salaires des travailleurs; cette décision a augmenté le pouvoir d'achat et la demande de produits importés et locaux. Depuis son instauration en 2007, le président de l'Équateur, Rafael Correa, mène une politique qui fait monter le salaire minimum national plus rapidement que la cherté de la vie.

Dans le monde entier, encore trop de travailleurs touchent un salaire de misère. L'abîme entre ces salaires bas et les profits record des **entreprises** ainsi que les énormes rémunérations des patrons des multinationales ne fait que se creuser. Cela doit changer. Les entreprises doivent devenir plus transparentes. Elles doivent s'engager à payer des salaires honnêtes à leurs employés pour leur permettre de vivre dignement.

L'Équateur a accueilli le World Banana Forum, qui visait à améliorer les conditions de travail de l'industrie bananière. Les entreprises bénéficiaires étaient déjà obligées par la loi de partager une partie des bénéfices avec leurs travailleurs. De nouveaux règlements les obligent maintenant aussi à payer un salaire minimum vital. Ce salaire couvre au moins les besoins de base du travailleur et de sa famille. Jusqu'il y a dix ans, les travailleurs gagnaient moins de la moitié de ce salaire minimum vital.



LE SAVIEZ-VOUS ?

- Dans l'industrie de l'habillement du Bangladesh, 80 % des travailleurs sont des femmes. Une sur douze adhère à un syndicat.
- En Afrique du Sud, un mineur des mines de platine devrait travailler 93 ans pour gagner une somme équivalente au bonus annuel moyen d'un CEO d'une firme occidentale.
- En 2014, le top 100 des dirigeants britanniques les plus riches gagnaient 131 fois le salaire moyen d'un travailleur.
- [En Belgique, six travailleurs sur dix adhèrent à un syndicat](#). La Belgique compte parmi les pays ayant le taux de syndicalisation le plus élevé du monde.
- En 2015, près d'un [travailleur européen](#) sur neuf courait le risque de tomber dans la pauvreté.



PLACE AU DÉBAT

- Que faut-il faire pour que toutes les entreprises respectent les normes de l'OIT ?
- Comment faire pour concilier le rôle des entreprises avec celui des États pour garantir du travail décent à tout le monde ? Qui doit faire quoi ?
- Si garantir du travail décent à tous entraîne un surcoût, qui doit le prendre en charge ? L'entreprise ? Les actionnaires de l'entreprise ? Le consommateur ?



OUTILS PÉDAGOGIQUES

- Jeu [La fabrication d'un GSM](#)
- Jeu de rôles [Travail décent : mode d'emplois](#)
- Malette pédagogique [La protection sociale pour tous](#)
- Kit d'apprentissage [La mondialisation dans tous ses états](#)
- Exposition [Salaire vital](#)